



Journalistes : les raisons de la colère

Etaient présents

Pour la direction : Hervé Brusini (Directeur du numérique), Yannick Letranchant (Directeur de l'Information), Pascal Doucet-Bon (Directeur adjoint à l'Information), Christophe Tortora (Directeur de la rédaction nationale de FTV), Stéphane Bijoux (Directeur de l'Information Outre-Mer), Nicolas Jacobs (Médiateur), Bernard Loche (Directeur à l'Information régionale), Frédérique- Marie Lamouret (Directrice délégué au projet numérique)

Pour Force Ouvrière : Marie-Pierre Samitier (Rédaction nationale de France 2) avec les questions de Marie-Pierre Courtellemont (Rédaction nationale de France 3), de Jean-Louis Croci (France 3 Amiens) et de Clément Weill-Raynal (Rédaction nationale de France 3)

1

Mercredi 16 janvier avait lieu la Commission de déontologie des journalistes. Les échanges ont porté à la fois sur les violences subies par les journalistes, et sur les devoirs qui incombent à une profession essentielle dans une démocratie. Ce matin, le Ministre de la Culture, Franck Riester, a déclaré être favorable à la mise en place d'un conseil de déontologie du journalisme.

Les journalistes pris pour cible

Un vent mauvais souffle sur les journalistes accusés de ne pas dire « la vérité ». Les élus ont demandé à la direction de l'Information de préciser quelles garanties de sécurité sont assurées aux confrères en reportage, très précisément. La direction a répondu qu'une Commissaire de Police a été recrutée par la Présidente de FTV et ses conseils sont précieux pour la protection des personnes sur le terrain, face à la violence des Gilets Jaunes. Yannick Letranchant a précisé qu'au contact des manifestations, « si la violence est trop forte, tout est laissé à l'appréciation de l'équipe... car soyons clairs, le journaliste n'est pas là pour défendre le sujet, mais pour rendre compte de la situation ! Si quelqu'un ne se sent pas en sécurité, il faut qu'il sorte de la zone de danger. Aucun plan d'action ne justifie que quelqu'un revienne en mauvais état ». Cette consigne est rappelée à chaque réunion de préparation des tournages des journées d'action les samedis.

Un débat s'est engagé sur les gardes du corps, certains journalistes élus opposant le fait que ce soit parfois "mal perçu" par les GJ (gilets jaunes). Pour la direction, la question des gardes du corps n'est pas une option. Il s'agit d'un accompagnement « obligatoire » car on a évité le pire plusieurs fois grâce à eux (à cette occasion, les scènes de brutalité comme à Limay ont été rappelées par Force Ouvrière... exemple : une JRI a été frappée de dos par un gilet jaune avec une queue de billard alors qu'elle filmait au sol au rond-point de Limay).

Les équipes continueront d'être accompagnées de gardes du corps, car de nombreux journalistes ont été agressés violemment et prendre des risques est inacceptable. Sur le recensement du nombre de violences et de victimes, il est nécessaire de vérifier avant de communiquer des données chiffrées. C'est pourquoi la direction de l'Information choisit de produire peu de données chiffrées sur les antennes.

Concernant les équipements de sécurité dont certains ne sont pas aux normes, "toutes les stations seront équipées dès à présent, avec le matériel en conformité", assurance en a été donnée oralement.

Force Ouvrière a posé la question du dépôt de plainte par France Télévisions. En effet les journalistes ne doivent pas être seuls à le faire, et nous demandons que la direction s'engage à porter plainte aux côtés des journalistes et des autres salariés victimes. Rien ne justifie la violence faite aux journalistes, et le media qu'ils représentent se doit de s'associer à leur action de réparation. Le directeur des rédactions Pascal Doucet-Bon a répondu que l'« on a une politique de plainte systématique ». Force Ouvrière a insisté sur ce point, en soulignant que les plaintes sont malheureusement souvent classées sans suite par le Parquet (hélas !) et donc sont sans conséquences pour les agresseurs alors que les journalistes sont les garants de la liberté d'expression, une des libertés fondamentales dans une démocratie ! Les magistrats du Parquet ont le devoir de prendre en considération ces demandes formulées pour réparation des graves préjudices subis.

Les pigistes envoyés au front

Les élus ont demandé à ce que ce ne soient pas les jeunes journalistes pigistes qui soient envoyés en tournage dans les manifestations et aux ronds-points. A Bordeaux, le rédacteur en chef a ainsi fait appel dès le début du conflit aux titulaires pour se positionner. Proposition a été faite aux volontaires pour s'inscrire sur le planning. La direction a alors réaffirmé être attentive au respect donc de cette priorisation des CDI.

La pancarte « Macron dégage » au JT de France 3...

Le maquillage d'une pancarte brandie par un gilet jaune au journal de France 3 du samedi 15 décembre a suscité à la fois émoi et interrogations. A juste raison : voilà une manipulation idiote qui nous a décrédibilisés. Dans un média, une photo d'actualité ne doit pas être retouchée (à moins que ce soit signalé et en vertu d'une autre information à donner). Pourquoi ? Parce que le droit moral et le droit d'auteur sont le socle de notre métier. Ensuite, parce qu'une photo d'actualité est une information en soi. Selon ce principe, une image de reportage ne se trafique pas. A moins que ce soit signalé explicitement.

Cet incident est loin d'être isolé. D'autres exemples peuvent être cités, dont le plus récent date du mois de novembre pour France 3.

Cela semble résulter à notre sens d'un état d'esprit, sinon général, du moins entretenu par l'encadrement qui conduit à "flouter", "gommer", "masquer", voire supprimer sans discernement tout élément jugé "choquant" (par qui?) ou qui ne correspondrait pas à une ligne éditoriale dont les journalistes ignorent le plus souvent ce qui la constitue. Nous avons donc demandé précisément à quelle heure la photo retouchée a été envoyée du service de l'infographie vers la mise à l'antenne, et à quelle heure elle a été validée par la rédaction en chef. Il n'est pas possible qu'une image ne soit pas validée, ou alors tout peut arriver à l'antenne, chacun en conviendra... et donc cela nous place au même niveau que les réseaux sociaux. Comment faire valoir alors ensuite la valeur ajoutée de nos infos et notre certification ? Force Ouvrière a demandé quelles consignes ont été données depuis la nouvelle charte concernant la mise à l'antenne de slogans ou d'affiches mettant en cause les personnes.

En questionnant sur le timing du samedi 15 décembre 2018, FO a souhaité savoir quand la photo de l'AFP a été choisie, puis validée. Et par qui ? Le nombre de rédacteurs en chefs ou de "cadres encadrants" étant élevé, il semble aberrant qu'une telle faille ait pu survenir. La réponse de Yannick Letranchant a été sans équivoque : "on a fait une connerie. Cela s'est passé au niveau de la responsable d'édition qui a pris l'initiative de gommer le "dégage"... Ceci découlant des instructions selon lesquelles nous ne devons pas diffuser à l'antenne d'insultes ou des menaces.

Les images fixes : du papier peint ?

3

La rédactrice en chef n'a donné aucune consigne et ne connaissait pas la photo initiale, qui est une photo de l'Agence France-Presse. Elle n'a pas relevé la modification sur la photo.

Dans notre jargon, on désigne les images d'illustration sur le plateau comme étant "du papier peint". Précision de Yannick Letranchant : ..."cet événement nous rappelle que l'image n'est jamais prétexte, et qu'elle soit fixée ou pas, elle est signifiante. Certes nous avons perdu en crédibilité. Nous organiserons prochainement un séminaire sur le statut de l'image."

Déconnexion des territoires : de graves conséquences pour la démocratie

Les journalistes élus ont une conscience aiguë du sentiment d'abandon que vivent les habitants des zones rurales ; les représentants de FO : "Nous fermons les antennes locales, nous délaissons les territoires ruraux et les gens ne se sentent plus représentés dans les médias. La France qui souffre, on ne traite pas le sujet. Pourtant c'est la France exclue et dont on refuse de parler par dogmatisme."

Pascal Doucet-Bon a reconnu qu'effectivement une partie de cette France n'est plus dans les reportages, que ce soit dans les JT ou dans les magazines. Les artisans, les agriculteurs, ceux pour qui l'augmentation du carburant a une forte importance... ce sont ceux qui aujourd'hui vouent une haine sans limite aux journalistes. Le public fait d'ailleurs l'amalgame entre les journalistes-producteurs-présentateurs très (trop?) bien payés et les journalistes de terrain, un élément qui

pour Force Ouvrière porte préjudice à ces derniers. Pour FO, il s'agit de changer ce parti-pris éditorial, car ces Français doivent avoir toute leur place dans la société. Les reportages les représentent et ont pour vocation de faire entendre leurs voix. Il faut se rapprocher du public dont nous nous sommes trop éloigné. **Il faut savoir dire non à la Tutelle (aux représentants de l'État) lorsqu'elle donne pour injonction de fermer les locales.** Tout comme les Maires ont su exprimer leur opinion à l'ouverture du Grand Débat, les responsables de FTV doivent rappeler cette nécessité de relayer la voix de tous les territoires. Il en va de la cohésion sociale, de notre mission de service public.

Au-delà des violences, c'est une véritable détestation des journalistes qui est ressentie par toutes les équipes de reportage aux ronds-points et dans les manifestations. Or nous avons pour mission de promener un miroir fidèle au reflet d'une société en plein questionnement... FO, organisation syndicale représentant les journalistes, s'alarme de l'image dégradée de la fonction de journaliste.

Parmi les questions diverses, plusieurs points ont été débattus, notamment la question de journalistes élus locaux ou bien portant leur soutien à des maires de grandes villes.

Quel avenir pour les journalistes de Malakoff ?

Enfin, Force Ouvrière a demandé ce que deviendront les journalistes de Malakoff en 2020. Quel sort leur sera réservé et comment la direction respectera-t-elle la charte de déontologie qui est la nôtre en tranchant sur leur avenir ? Ce dernier point nous préoccupe et nécessite des réponses claires de la part des dirigeants de l'entreprise.

Toute absence de réponse à cette question montrerait que l'entreprise néglige ses journalistes...

Or, FO le rappelle en tant qu'organisation représentative des journalistes, les journalistes sont la pierre angulaire du dialogue entre les dirigeants et les citoyens dans une véritable démocratie. La crise de confiance des Français envers les médias est mesurée [dans le baromètre que publie La Croix aujourd'hui](#).

La télévision subit une baisse de confiance de 10 points alors que l'intérêt pour l'actualité est à la hausse.

La prochaine Commission de déontologie aura lieu au deuxième semestre et sera consacrée au numérique.

Les élus journalistes Force ouvrière.

Paris, le 24 janvier 2019